

Francia – Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Bd. 39

2012

DOI: 10.11588/fr.2012.0.41001

Copyright

Das Digitalisat wird Ihnen von perspectivia.net, der Online-Publikationsplattform der Max Weber Stiftung - Deutsche Geisteswissenschaftliche Institute im Ausland, zur Verfügung gestellt. Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

ALEXANDER SCHMIDT

DU POUVOIR DES »MUSES«

Politiques des »petits États«: prestige dynastique et culturel à l'ère napoléonienne

»Depuis 1789, la révolution française avait absorbé presque tous les intérêts de la politique extérieure des états et l'ascendant que la France avait pris sur le continent depuis les dix dernières années, paraissait réduire cette politique à un raisonnement très simple dicté, suivant les différents points de vue qu'on adoptait, soit par l'égoïsme, soit par l'amour du bien général et de l'indépendance«¹.

Avec ces mots, le comte Ludwig Senfft von Pilsach, diplomate et ancien ministre des Affaires étrangères de Saxe, envoyé à Paris, établit en 1814 un état des lieux de la politique extérieure, telle qu'elle pouvait être perçue depuis 1792–1793 par les petits États allemands, dits de troisième ordre. La Révolution française avait également engendré, dans certaine mesure, une révolution en Allemagne. Celle-ci ne fut toutefois pas la conséquence de l'expression d'idées révolutionnaires, mais plutôt d'une guerre de coalition et d'une politique sans égards de la part des grandes puissances européennes². Elles provoquèrent un changement profond des relations étatiques et une redistribution territoriale de la nation allemande dans l'espace du Saint Empire romain germanique autour de 1800. À cette occasion, de nombreuses villes de l'Empire et de nombreux princes religieux ont été marginalisés et ont ainsi perdu leur droit d'existence. L'Empire subit une détérioration sans précédent de ses structures jusqu'à sa dissolution définitive, le 6 août 1806. Dans la présente contribution, l'accent sera porté sur un petit État, le duché de Saxe-Weimar-Eisenach, et, tout particulièrement, sur la dynamique et sur les efforts fournis pour assurer son existence de façon durable dans ce contexte troublé entre Révolution française et congrès de Vienne. Plusieurs questions se posent: quelle est la spécificité de la politique extérieure d'un petit État allemand, notamment par rapport à une grande puissance? Quel rôle revêt le prince dans la politique extérieure? Comment se développe la relation avec la nouvelle hégémonie de la France. À quelle stratégie font appel les politiques de Weimar afin de maintenir leur État sous le feu des grandes puissances? À cette époque, la Saxe-Weimar hébergeait les génies les plus célèbres d'Allemagne. Dans quelle mesure

- 1 Friedrich Christian Ludwig SENFFT VON PILSACH, *Mémoires du comte de Senfft, ancien ministre de Saxe. Empire. Organisation politique de la Suisse, 1806–1813* Leipzig 1863, p. 3; voir également Heinz Wilhelm REINHERZ, *Graf Friedrich Christian Ludwig Senfft von Pilsach*, Borna-Leipzig 1940. – Notre texte a été traduit de l'allemand par Nicolas Robin.
- 2 Au sujet des changements profonds des relations étatiques se référer à: Paul W. SCHROEDER, *The Transformation of European Politics 1763–1848*, Oxford 1994; Jean-Pierre BOIS, *De la paix des rois à l'ordre des empereurs 1714–1815*, Paris 2003 (*Nouvelle Histoire des relations internationales*, 3).

Weimar et Iéna ont-elles pu renforcer leur propre politique extérieure avec leurs ressources existantes, leurs célèbres savants et leurs institutions artistiques et scientifiques?

I. La logique d'action d'un petit État et sa neutralisation en 1796

Le XVIII^e siècle fut le premier siècle de la statistique. En 1806, le duché de Saxe-Weimar possédait environ 120 000 habitants, le duché voisin de Saxe-Gotha, qui envoya tout de même comme représentant à Paris le baron Grimm, n'était, quant à lui, composé que de près de 82 500 habitants. L'électorat de Saxe possédait, en revanche, presque deux millions d'habitants. Un siècle durant, les théoriciens de la politique se sont focalisés sur l'importance des surfaces et des statistiques pour les relations internationales et pour la différenciation des États en fonction de leurs forces internes et externes³. À cette occasion, les disputes furent nombreuses concernant les petits États considérés comme de peu d'importance dans un système international en constante mutation. Certains essayistes se demandèrent si ces petits États possédaient encore le moindre droit de vie et dans quelle mesure ils ne constituaient pas un obstacle permanent au sein du système rationnel des grandes puissances. D'autres les considéraient par contre comme des zones tampons essentielles entre les différentes puissances. Ils les célébraient, par là même, comme étant meilleurs, car plus libres et d'une certaine manière comme des modèles plus éclairés face au militarisme des grosses puissances:

»Les grands monarques ne considèrent que les dégâts, les avantages, que la guerre peut apporter à leur puissance et à leur gloire; mais ils ne considèrent point la misère qu'elle répand parmi leurs sujets. [...] Dans les États d'une étendue plus limitée, le souverain est plus aisément en mesure de sympathiser avec ses sujets. Pour cette raison, le grand monarque prend la décision d'entrer en guerre aussi facilement; pour cette raison, cela coûte infiniment plus aux bons princes des États plus petits«⁴.

L'Empire garantit pendant longtemps une sécurité du droit et d'une certaine manière la paix à ses petites et moyennes entités ne désirant pas et ne pouvant pas soutenir une activité politique extérieure sur la scène européenne. Pendant longtemps, les conseillers privés de la cour de Weimar furent les loyaux défenseurs d'une stricte et loyale marche avec l'Empire. Ils allèrent même jusqu'à défier la politique engagée par leur

3 Harm KLUETING, *Die Lehre von der Macht der Staaten. Das außenpolitische Machtproblem in der »politischen Wissenschaft« und in der praktischen Politik im 18. Jahrhundert*, Berlin 1986.

4 Voir la récénsion datée de 1794 et intitulée »Ueber die Neutralität bey dem gegenwärtigen Kriege«, publiée dans: *Neue allgemeine deutsche Bibliothek*, t. 8, n° 2, p. 515–516: *Große Monarchen berechnen bloß den Schaden, den Vortheil, welchen der Krieg ihrer Macht und ihrem Ruhme bringt; aber das Elend, welches er über ihre Unterthanen verbreitet, bringen sie selten in Anschlag. [...] In Staaten von beschränkterm Umfange sympathisiert der Regent leichter mit den Unterthanen. Daher wird dem großen Monarchen der Einfluß zum Kriege so leicht; daher muß es guten Fürsten in kleinern Staaten unendlich schwerer werden.*

duc, Charles-Auguste, à la fin des années 1780⁵. Ce dernier avait tenté aux côtés de la Prusse et au sein du *Fürstenbund* de réformer l'Empire. En tant que diplomate prussien, il devint dans un premier temps l'un des proches conseillers du roi Frédéric-Guillaume II. Sur le plan du prestige, il précéda ainsi son concurrent local, le riche duc Ernest II de Saxe-Gotha-Altenbourg. La stratégie de Charles-Auguste échoua face au calcul international de la Prusse, qui n'était intéressée qu'à une active politique impériale tant qu'elle se trouvait menacée par la Russie et l'Autriche. Au cours des guerres contre la France révolutionnaire, la préoccupation des petits États pour leur maintien propre entra notamment en conflit avec leur loyauté envers l'Empire. Après que la Prusse se fut retirée du conflit, suite à la paix de Bâle de 1795, les perspectives de succès de l'empereur et de l'Empire furent réduites quasiment à néant. Charles-Auguste doutait du bien-fondé d'une poursuite de la guerre et s'inquiétait du devenir du contingent de troupes qu'il avait mis à disposition⁶. Un retrait indépendant du conflit, une trahison de l'Empire aurait engendré de graves problèmes à l'État de Saxe-Weimar; pour cette raison, les politiques de Weimar s'attachèrent à trouver l'appui d'une grande puissance. De manière traditionnelle, les ducs de la branche ernestine de la maison de Wettin s'adressaient à leurs cousins de la branche Albertine à Dresde, dont le prince électeur de Saxe jouait le rôle de chef de la maison de Saxe et représentait ainsi un contrepoids à la Prusse. À la question prudente de Weimar, Dresde signala clairement, en avril 1795, qu'il était hors de question pour elle de se retirer de la guerre de l'Empire pour signer indépendamment la paix avec la Prusse⁷. Les conseillers de Weimar se trouvèrent alors confrontés à un »dilemme inquiétant« : »Ou se jeter dans les bras de la cour prussienne et se séparer de l'empereur et de l'Empire, ou rester exposé au danger d'une invasion française«⁸.

Contraint de prendre une décision, Weimar n'osa pas suivre seul l'offre de la Prusse d'une médiation de paix. Les conseillers de Weimar durent attendre jusqu'à l'été 1796 pour lancer une nouvelle initiative afin de sortir de la guerre. Une offensive française sous le commandement de Jourdan et Moreau surprit les troupes impériales et conduisit les troupes françaises jusqu'aux frontières de la Thuringe. Comme partout dans l'Empire, Dresde fut également fatiguée de la guerre, sa préoccupation première allant avant tout à la protection de ses propres territoires⁹. Les États du Sud, le Bade, le

5 Au sujet de la politique du *Fürstenbund* menée par Charles-Auguste, se référer à : Volker EBERSBACH, Carl August von Weimar, Goethes Freund. Eine vorwiegend politische Biographie, Stuttgart 1978, p. 47–92; Georg SCHMIDT, Reichspatriotische Visionen. Ernst II., Carl August von Sachsen-Weimar und der Fürstenbund, dans : Werner GREILING, Andreas KLINGER, Georg SCHMIDT (dir.), Ernst II. von Sachsen-Gotha-Altenburg. Ein Herrscher im Zeitalter der Aufklärung, Köln 2005, p. 57–84.

6 Hans TÜMMLER, Der Friede des klassischen Weimar. Wege und Erfolge weimarischen Friedensbemühens am Beginn der hohen Klassik. Ein Nachspiel zum Frieden von Basel, dans : ID. (dir.), Goethe in Staat und Politik. Gesammelte Aufsätze, Köln 1964, p. 104–131.

7 ID. (éd.), Goethes Briefwechsel mit Christian Gottlob Voigt, t. 1, Weimar 1949, p. 178–179, dans la suite du texte, abrégé par GV.

8 Thüringisches Hauptstaatsarchiv Weimar (dans la suite du texte, abrégé par ThHStA Weimar) H 1710, fol. 53: *Entweder sich dem Preussischen Hof in die Arme zu werfen, und sich vom Kayser und Reich zu trennen, oder der Gefahr einer Invasion von Seiten der Franzosen exponiert zu bleiben.*

9 Concernant la fatigue de la guerre au sein de l'Empire au cours de l'été 1796, se référer à Karl A.

Wurtemberg, la Bavière et la Franconie furent les premiers à signer un accord de cessez-le-feu et de paix¹⁰. L'électorat de Saxe et les duchés de Saxe retirèrent leurs contingents de l'armée de l'Empire, ce qui était la première condition pour un cessez-le-feu avec la France¹¹.

Depuis un office situé à Eisenach, à la frontière occidentale de l'État de Saxe-Weimar, décrit par Goethe »comme étant à la fois guerrier et diplomatique«¹², Charles-Auguste dirigea ses pourparlers militaires et diplomatiques. Il se trouva de la sorte en échange permanent avec le prince électeur Frédéric-Auguste III de Saxe. Le duc tenta de l'informer non seulement des mouvements de troupes et des décisions de défenses à prendre, mais également de l'influencer dans le sens d'un accord de neutralité avec la France. Cette forme traditionnelle de correspondance directe entre des souverains était un moyen de prédilection pour les princes de tels petits États. Ils utilisaient couramment les voies de communication familiales et dynastiques afin d'élargir leurs modestes champs d'action et d'influence. En effet, il était possible, de cette manière uniquement, d'influencer les décisionnaires des autres États. Nombre de situations furent contournées de cette manière, tels que des pourparlers complexes avec des ministres en poste préservant jalousement leurs propres intérêts et secrets d'État.

Dans le même temps, Charles-Auguste tenta de façon informelle d'établir des contacts avec la grande puissance prussienne. Le 22 juillet 1796, il envoya Johann Ludwig von Bechtholsheim, chancelier de la région d'Eisenach, à Bad Pyrmont, lieu où le roi de Prusse suivait une cure thermale. L'objet de cette mission secrète était de sonder le roi ou le très influent général de Bischoffswerder au sujet d'un cessez-le-feu avec la France et d'une possible médiation prussienne. En tant qu'officier prussien, Charles-Auguste possédait également ses contacts au sein du gouvernement prussien, dont il espérait faire usage. Une solution beaucoup moins problématique que celle d'une paix indépendante était la possibilité de parvenir à une neutralité telle qu'elle fut proposée les autres entités de l'Empire. Mais comme le roi de Prusse l'affirma clairement à Bad Pyrmont, la déclaration unilatérale de neutralité, ainsi que cela était proposé par l'électorat de Saxe, était tout simplement inacceptable pour la France sans tractations préalables. Au vu de ces conditions, communiquées à Dresde par Charles-Auguste, le prince électeur de Saxe se montra finalement prêt à engager des pourparlers avec la France grâce à l'entremise de la Prusse. Cette issue rapide freina dans un premier temps les intentions françaises quant aux contributions exigées de la Saxe, qui durent finalement être abandonnées suite aux succès militaires de l'Autriche au sud de l'Allemagne¹³.

La Saxe accepta de ce fait la neutralité pour les duchés de Thuringe, de Saxe-Gotha et de Saxe-Weimar, ce qui fut entériné par le traité du 22 novembre 1796. Cette forme

ROIDER, Baron Thugut and Austria's Response to the French Revolution, Princeton NJ 1987, p. 210–211.

10 Sydney Seymour BIRO, *The German Policy of Revolutionary France. A Study in French Diplomacy during the War of the First Coalition 1792–1797*, t. 2, Cambridge MA 1957, p. 633–648.

11 Voir Julius FRANKENSTEIN, *Die auswärtige Politik Sachsen-Gotha-Altenburgs und der Reichskrieg gegen Frankreich bis zum Ausscheiden des Herzogtums (1790–1797)*, Berlin 1935.

12 GV (voir n. 7), p. 277.

13 BIRO, *The German Policy of Revolutionary France* (voir n. 10), p. 662–668.

de médiation indirecte à l'unisson avec l'électorat de Saxe représentait une solution idéale pour le petit État de Charles-Auguste, car cela lui permettait de rester sous la coupe des grandes puissances et de ne pas exposer dans le même temps sa propre politique. Le duc de Weimar a ainsi influé avec succès sur la prise de décision de son cousin de Dresde. Le conseiller privé de l'État de Weimar, Christian Gottlob Voigt, estima aussi que l'accession à la neutralité n'aurait pas été acquise aussi rapidement sans l'engagement de Charles-Auguste¹⁴. D'autre part, le duc était déjà parfaitement prêt à des mesures audacieuses. Par l'intermédiaire de Bechtholsheim, il fit explorer la possibilité d'un cessez-le-feu indépendant avec la France, grâce à la médiation de la Prusse mais également de l'envoyé français à Berlin, Antoine Bernard Caillard¹⁵.

L'entrée de l'État de Saxe-Weimar dans le giron de l'électorat de Saxe, au sein de la zone de neutralité du nord de l'Allemagne, permit de spécifier clairement trois éléments: tout d'abord à quel point la guerre contre la France était devenue impopulaire au sein de la traditionnelle clientèle riche et dévouée de l'Empire. Ensuite, le fait que ces petits États avaient clairement donné la priorité au maintien de leur propre existence, en évitant notamment toutes charges et soumissions par rapport à leurs obligations de droit envers l'empereur et l'Empire; et pour finir, l'importance du rôle du prince et de ses rapports dynastiques, militaires et autres liens dans la politique des petits États.

II. Dynastie et relation avec la Russie

La neutralité de l'Allemagne du Nord entraîna la structuration de l'Empire en une zone de paix nord allemande et une zone de guerre au Sud. L'État de Saxe-Weimar tomba alors toujours plus sous l'influence de l'hégémonie prussienne. Sur le plan politique, une décennie de paix fut pourtant gagnée, ce qui fut également une période très productive pour Goethe, Schiller et les romantiques d'Iéna. En outre, confronté à une situation internationale restant très menaçante, le duc continua à imaginer diverses mesures de survie. Une nouvelle percée de la guerre vers le nord de l'Allemagne constituait toujours une menace tout comme le risque de médiation de la Prusse. En conséquence, le duc s'investit à ce moment dans des relations dynastiques de grande envergure. En 1799, il engagea des négociations de mariage avec la maison impériale russe des Romanov, qui se conclurent avec succès en 1804 par le mariage de la sœur de l'empereur Alexandre I^{er}. avec le fils de Charles-Auguste, Charles-Frédéric¹⁶. Le mariage dynastique était un outil politique traditionnel, qui semblait toutefois perdre en

14 GV (voir n. 7), p. 289 (lettre de Voigt à Goethe, 3.08.1796).

15 GV (voir n. 7), p. 287 (lettre de Voigt à Goethe, 29.07.1796): *Die Sache steht also so: Wenn Kur-sachsen absolutement keine Neutralität negoziieren will, so greift der Herzog zu und verlangt alsdann vielleicht sofort von dem französischen Gesandten Gaillard [i. e. Caillard] zu Berlin eine Art von Zusicherung, die doch etwas helfen muß.*

16 Joachim VON PUTTKAMMER, Kulturkontakte und Großmachtinteressen. Weimar im Blickfeld russischer Heiratspolitik, dans: Joachim BERGER, Joachim VON PUTTKAMMER (dir.), Von Petersburg nach Weimar. Kulturelle Transfers von 1800 bis 1860, Francfort/M. et al. 2005 (Jenaer Beiträge zur Geschichte, 9), p. 17–34; Martha LINDEMANN, Die Heiraten der Romanows und der deutschen Fürstenhäuser im 18. und 19. Jahrhundert und ihre Bedeutung in der Politik der Ostmächte, Berlin 1935.

importance. Il était pourtant un des seuls moyens susceptible de compenser en partie l'incapacité d'entente politique des petits États entre eux. Contrairement à ce qui se passait dans les autres grandes nations européennes, la survie d'un petit État était étroitement liée à sa dynastie et à son prestige. La relation dynastique apportait certes toujours des possibilités de revendications territoriales profitables, mais la réalité devait toutefois aussi prendre en compte la position occupée par la famille concernée par les négociations de mariage au sein de la société des princes. De fait, Napoléon, lui-même, montra après 1804 par sa propre politique familiale et la mise sur pied d'une nouvelle monarchie, qu'il reconnaissait de la sorte les principes de l'Ancien Régime. Après s'être séparé de Joséphine, il tenta lui-même d'obtenir une légitimité dynastique en établissant une relation avec une maison impériale européenne. D'une manière révélatrice, il essaya, à l'image du duc de Weimar, de se lier avec une sœur de nouvel empereur de Russie, Alexandre I^{er}, après l'échec de cette tentative, il épousa Marie-Louise d'Autriche.

Les efforts de la cour de Weimar s'accordèrent idéalement aux approches engagées à la même période par les Romanov, qui depuis la fin du XVIII^e siècle se mariaient au sein de l'Empire dans des familles luthériennes. Les dynasties de l'Empire offraient aux grandes monarchies une ressource quasi inépuisable de candidats au mariage et diffusèrent ainsi leur sang dans presque tous les États européens au cours du IX^e siècle. En tant que l'une des plus anciennes dynasties de l'Empire, possédant jusqu'en 1547 la dignité d'électeur, ayant des liens étroits avec la cour de Berlin, Frédéric II. étant l'oncle de Charles-Auguste, la branche ernestine de Weimar offrait par conséquent un certain prestige. Cela était donc susceptible de donner un nouvel éclat aux modestes conditions de la cour de Weimar. Néanmoins, la renommée seule ne pouvait suffire à la Russie. Il était donc attendu que la cour de Weimar accélérât la reconstruction du château, qui brûla en 1774, afin qu'elle fût achevée pour le mariage. La fille du tsar se devait d'évoluer dans une atmosphère représentative et à sa mesure. Afin de terminer les travaux dans les meilleurs délais, en décembre 1802, Charles-Auguste dut, *via* ses canaux informels avec la cour de Berlin, signer une ligne de crédit secrète de 60 000 Friedrichdor¹⁷. La relation entre le prince héritier, Charles-Frédéric, et la fille du tsar fut d'ailleurs récemment qualifiée de «projet d'assurance vie dynastique» par Gerhard Müller¹⁸. De fait, les intérêts exprimés étaient plus dynastiques qu'étatiques. En 1801, après des négociations de longue haleine, assombries notamment par l'attentat perpétré sur l'empereur Paul I^{er}, père de Marie Pavlovna, Charles-Auguste remercia largement Wilhelm von Wolzogen pour son travail de diplomate qui, selon ses mots, posa les fondements d'un bonheur durable au sein de sa maison¹⁹. L'arrivée de la fille du tsar à Weimar, en novembre 1804, fut accueillie avec enthousiasme. Enthousiasme d'autant plus compréhensible au regard de la menace de guerre, perçue tout au long de cette même année.

17 Geheimes Staatsarchiv Preußischer Kulturbesitz Berlin (dans la suite du texte, abrégé par GStAPK Berlin) I HA Rep. 96 A Geheimes Zivilkabinett 9 R 2, fol. 33–36.

18 Voir Gerhard MÜLLER, *Vom Regieren zum Gestalten: Goethe und die Universität Jena*, Heidelberg 2006, p. 436.

19 ThHStA Weimar HAA A XIX, 127, fol. 22r.

En mars 1799, Charles-Auguste considérant cette menace de guerre en Allemagne du Nord avait tenté de savoir dans quelle mesure sa famille et une partie de ses biens auraient pu trouver asile en Russie²⁰. L'importance politique et le prestige de cette relation venaient alors juste d'être perçus par les ministres dirigeants. Début novembre 1804, Christian Gottlob Voigt exultait :

»Et quelle autre sorte de victoire, le duc, sa maison princière, son pays ont connue! La majesté de l'État, la richesse impériale, le bénéfice sur le plan politique dans ces temps difficiles, l'excellence des affaires privées, le lien du véritable amour! Quel mariage princier a-t-il jamais réuni tout cela à un aussi haut degré!²¹«

Conscient du nouveau prestige familial, Charles-Auguste exigea en janvier 1804 que son envoyé Wolzogen recommandât aux nouveaux mariés de prendre la route depuis Saint-Petersbourg *via* Berlin et Potsdam. Par ce geste, les bonnes relations avec la cour prussienne ne pourraient s'en trouver que renforcées²².

Le mariage russe ne conféra certes aucun nouveau territoire. Cela permit néanmoins à Weimar par cet accroissement de prestige dynastique, d'obtenir quand cela fut nécessaire, comme après 1806, des compensations territoriales ou de prétendre à une accession au statut de grand-duché. Tant que ces aspirations n'étaient pas accordées sous la pression des armes, cela restait très modeste mais représentait à peu près tout ce que pouvait espérer un petit État. Lors des pourparlers du congrès de Vienne 1814–1815, la relation avec la Russie fut certainement un facteur déterminant qui permit à l'État de Saxe-Weimar, le seul petit État de Thuringe, d'obtenir de nouveaux territoires et d'être promu au rang de grand-duché. Le nouveau prestige acquis par la branche ernestine de Weimar fut également illustré par les efforts faits en 1826 et 1827 par le roi Frédéric-Guillaume III pour unir les princes Charles et Guillaume à des princesses de Weimar²³. La petite fille de Charles-Auguste fut mariée avec Wilhelm pour devenir reine de Prusse et impératrice d'Allemagne après 1871.

La relation engagée avec les Romanov en 1804 trouvait parfaitement sa place dans le schéma de parentés par alliances entre la Russie et d'autres petits et moyens États protestants comme le Wurtemberg, la Hesse-Darmstadt, le Mecklembourg-Schwerin et la Saxe-Cobourg-Saalfeld²⁴. Au vu du dualisme entre la Prusse et l'Autriche et de

20 ThHStA Weimar HAA A XIX, 127, fol. 1.

21 Ludwig GEIGER (éd.), *Aus Alt-Weimar. Mitteilungen von Zeitgenossen nebst Skizzen und Ausführungen*, Berlin 1987, p. 60: *Und welch anderer Sieg ist dieser, welchen der Herzog, Sein fürstl. Haus, Sein Land erlebt haben. Die Majestät des Standes, der kaiserliche Reichtum, der politische Gewinn in diesen bedenklichen Zeitläuften, die Vortrefflichkeit des Persönlichen, das Band wahrer Liebe! Welche Heirath eines Fürsten hat das alles in so hohem Grade verbunden!*

22 ThHStA Weimar HAA A XIX, 127, fol. 62v: *Sie kennen unsere genauen Verhältnisse mit Berlin, und die Nothwendigkeit die gütigen Gesinnungen dorten für uns zu erhalten; Sie werden also gewiß bedacht seyn alles dergestalt einzuleiten, daß man dorten mit Wohlgefallen sich unserer erinnere. Die zu wählende Reise Route wird vielen Einfluß auf die künftige Stellung der Sachen haben.*

23 GStAPK Berlin BPH, Rep. 113 Oberhofmarschallamt n° 201; BPH, Rep. 113 Oberhofmarschallamt n° 203.

24 Paul I^{er} de Russie était déjà lié par un premier mariage avec la sœur aînée de Louise, la femme de Charles-Auguste, issue de la branche wilhelminienne de Hesse-Darmstadt.

l'expansion française, la Russie devint un partenaire très attractif pour ce groupe de petits États. Cette relation de grande portée améliora le prestige dynastique. D'autre part la grande puissance de l'Est n'avait que peu d'intérêts politiques en Allemagne. Elle semblait beaucoup plus intéressée au maintien des princes allemands plutôt qu'à l'élargissement du pouvoir autrichien ou prussien. Le tsar se sentit tout particulièrement investi d'une mission de protection des petits États d'Europe²⁵.

La promotion du mariage à Saint-Petersbourg par Weimar concorda avec le début de la seconde coalition et d'une nouvelle guerre contre la France, dans laquelle les armées russes sous le commandement d'Alexandre Souvorov obtinrent un rôle clef. Ce n'est donc pas innocemment que Charles-Auguste avait renforcé durant l'été 1798 ses relations avec la cour de Prusse et demandé dans le même temps la réactivation de son statut d'officier, afin d'influer à Berlin sur les décisions à prendre afin de parer à une annexion politique par la France²⁶. Le prince électeur de Saxe et le duc Charles-Auguste s'opposèrent à la politique de sécularisation et de compensation menée par la France lors du congrès de paix de Rastatt. Charles-Auguste espérait une conciliation austro-prussienne, que devait organiser le prince électeur de Dresde²⁷.

Déçu par *l'indifférence avec laquelle l'on permet[tait] à ce cancer de ronger les contours de notre patrie commune*²⁸, Charles-Auguste négocia son passage du service prussien au service de la Russie par l'intermédiaire de Frédéric-François de Mecklenbourg-Schwerin et de son envoyé à Saint-Petersbourg, August von Lütow²⁹.

Cet engagement personnel de Charles-Auguste n'inscrivit pas seulement sur la ligne d'une nouvelle réaction antirévolutionnaire et antifrançaise s'exprimant depuis 1798³⁰. Il dut également démontrer sa loyauté et soutenir dans le même temps la réalisation de l'alliance avec la Russie. Charles-Auguste s'investit avec la Russie d'autant plus qu'il se trouva parallèlement à un stade avancé des négociations en vue du mariage de son fils et de la fille du tsar, entre autres pour empêcher les plans de médiation franco-prussiens. Fin avril 1801, il suggéra à son envoyé Wolzogen d'informer le vice-chancelier russe, Nikita Petrovitich Panine de ses inquiétudes concernant de possibles conséquences terribles et imprévisibles, si la Russie convenait que, dans un certaine mesure, *un système de pillage des princes héritiers avait lieu dans notre mère patrie*³¹.

25 SCHROEDER, *The Transformation of European Politics* (voir n. 2), p. 192.

26 Pour sa part, Levin von Geusau réintégra le service militaire de la Prusse car son État allait très probablement devenir un théâtre de guerre. Il préférerait donc *das allgemeine Beste verteidigen helfend mit dem Degen in der Faust die Welt zu verlassen* plutôt que de vivre dans l'émigration, voir *ibid.*, p. 211.

27 Willy ANDREAS, Hans TÜMMER (éd.), *Politischer Briefwechsel des Herzogs Carl August von Weimar*, Stuttgart 1958, t. 2, p. 219 (dans la suite du texte, abrégé par PB 2).

28 *Ibid.*, p. 221 (Charles-Auguste à Haugwitz, Weimar 5.3.1799); *ibid.*, p. 225.

29 Georg BAHL, *Carl August als Soldat*, Berlin, 1932, p. 84 et suiv; Hans Haimar JACOBS, *Mecklenburgische Beziehungen Herzog Carl Augusts. Mit ungedruckten Briefen Carl Augusts*, dans: *Mecklenburgische Jahrbücher* 98 (1934), p. 142. Cela ne put se réaliser en raison du départ de la Russie de la coalition de guerre. Il était également évident que Charles-Auguste, dans son propre intérêt, se laissait précisément informer par son agent viennois, Johann Andreas Merk, de la guerre en Italie et de l'avancement de Souvorov. Voir *ThHStA Weimar C 160*, fol. 145.

30 Au sujet de ce tournant conservateur après la victoire de Nelson à Aboukir, se référer à: Nicholas BOYLE, Goethe. *Der Dichter in seiner Zeit*, Munich 1999, t. 2, p. 766 et suiv.

31 PB 2 (voir n. 27), p. 228.

Wolzogen ira plus loin. Il désirait en effet assurer l'existence étatique de Weimar et pas seulement sur la base des garanties russes pour l'Empire. Au regard d'une sécularisation inéluctable, il recommanda que le petit État s'engageât avec l'aide de Saint-Pétersbourg auprès d'Erfurt³². En août 1806, Wolzogen considéra la relation avec la Russie suffisamment porteuse pour s'engager avec son soutien une rupture fondamentale dans la doctrine politique de Saxe-Weimar et ses liens avec l'électorat de Saxe. Wolzogen avait exactement perçu le fait que l'électorat de Saxe n'était pas suffisamment puissant, pour protéger Weimar à l'avenir au sein du système des grandes puissances européennes³³. En raison de ses relations dynastiques, Weimar dut développer, avec des garanties russes, une existence propre et indépendante de relations de moindre envergure avec d'autres petits États. Cela passa par la non-participation et le retrait de Weimar de la consultation familiale et de la mobilisation habituelle des duchés de Saxe telles qu'elles avaient pu être mises en exergue au cours des négociations de neutralité. La proposition d'une union ernestino-albertine sous la protection russe prenait finalement en compte des éléments traditionnels et modernes à la fois. Ce rapprochement de la Russie n'était pas seulement dirigé contre de la France mais également contre une position dominante de la Prusse et contre d'éventuels plans de médiation et de compensation de la Prusse, État de fait qui s'accrut avec la question de la restitution d'Hanovre à la Grande-Bretagne³⁴. Alexandre I^{er} et son nouveau ministre des Affaires étrangères, Andreï Iakovlevitch Budberg diront clairement que la situation critique des princes du Nord de l'Allemagne n'était que la conséquence du *système de réserve et de timidité qu'ils avaient suivi jusqu'ici à l'instar de la cour de Berlin*³⁵. Néanmoins, l'engagement russe appelait une contrepartie. La réponse russe révélait seulement, que le dilemme prussien était également valable avec des concessions pour l'électorat de Saxe et les États ernestins. Une politique de neutralité était de moins en moins acceptée, par contre, une prise de partie en faveur de la Prusse, la France ou la Russie était inéluctable. Il reste tout du moins une constante jusqu'en 1815: le décalage entre les espérances de Weimar et la volonté réelle d'investissement de la Russie.

32 Ibid., p. 231 et suiv; voir également les instructions de la mission berlinoise de Wolzogen en juin 1802, ThHStA Weimar HAA A XIX, 127, fol. 25r. Fin novembre, début décembre 1805, Charles-Auguste chargea Wolzogen de demander l'échange espéré du territoire d'Erfurt comme patrimoine pour Marie Pavlovna et, indirectement, pour Weimar PB 2 (voir n. 27), p. 292 et suiv.

33 Ibid., p. 310.

34 Ibid., p. 315. Voir également la demande pressante de Charles-Auguste à Alexandre I^{er} d'une protection russe pour l'union de Saxe, datée du 28 août 1806: *Il en reste le nord [de l'Allemagne] dans une situation extrêmement critique, sans cohérence et exposé aux événements que l'ambition de ses voisins peut amener, courant risque encore d'être extrêmement tourmenté dans son intérieur, parce que la disproportion de ses parties, à raison de leur puissance, est trop prononcée. La Saxe électorale est la seule qui se trouve assez forte et assez bien en mesure pour arrêter un instant dans le nord d'Allemagne des bouleversements qu'un voisin ou qu'un Co-État serait intentionné d'y produire*, ibid., p. 317.

35 Vneshnaia politika Rossii, Ser.1, t. 3, Moscou 1963, p. 308 (n° 122). Voir également PB 2 (voir n. 27), p. 327 (n° 424). Au sujet de la conception de la politique extérieure par Alexandre I^{er} et Adam Czatoryskis, voir Patricia KENNEDY GRIMSTED, *The Foreign Ministers of Alexander I. Political Attitudes and the Conduct of Russian Diplomacy, 1801-1825*, Berkeley 1969; Marie-Pierre REY, *Le projet européen d'Alexandre I^{er}*, dans: Thierry LENTZ (dir.), *Napoléon et l'Europe. Regards sur une politique*, Paris 2005, p. 296 et suiv.

III. La rupture de 1806 et l'incorporation dans le système de domination napoléonien

La situation politique de Saxe-Weimar changea fondamentalement en 1806. L'empereur François II (dans la suite François I^{er} d'Autriche) désorganisa dans un premier temps le Saint Empire romain germanique. L'État de Saxe-Weimar devint donc involontairement souverain et aspira – comme précédemment décrit – à une union politique avec la Saxe. Cependant, la quatrième coalition de guerre réduira à néant de tels plans. Charles-Auguste prit part à la guerre par conviction et pour honorer son statut de général prussien et mit 700 soldats à la disposition de la Prusse.

D'un point de vue politique, le duc prit de la sorte un risque considérable pour un petit État. Cet acte fut naturellement perçu comme hostile par les Français. Napoléon considéra l'engagement personnel du duc comme malheureux et nourrit encore longtemps après une aversion à l'encontre de Charles-Auguste. Le duché menaçait d'être dissous. Avec beaucoup d'habileté et de chance la Saxe-Weimar échappa à son sort. En compensation, l'État dut payer une importante contribution de 2,2 millions de francs et adhérer à la Confédération du Rhin lors de l'accord de Poznań du 15 décembre. Début 1807, les troupes de Weimar durent dans ce contexte lutter contre la Prusse et la Russie. Plusieurs facteurs contribueront à la survie de ce petit État, même si certains de ces facteurs restent anecdotiques.

Les faveurs accordées et les privations infligées par Napoléon jouèrent un rôle déterminant pour les petits États comme Weimar. Napoléon reprocha l'absence du duc, parti pour les contrées du Nord avec Blücher, et de la princesse héritière Marie Pavlovna, absence néfaste pour le duché et interprétée comme un acte hostile à l'Empire. Il put tout de même rencontrer la duchesse Louise à Weimar, épouse de Charles-Auguste, qui l'hébergea tout en priant pour la grâce de son État³⁶. Le séjour dans la résidence et le contact direct du souverain avec Napoléon étaient apparus de manière répétée comme un élément déterminant pour le traitement de l'État occupé. À la suite des batailles d'Iéna et d'Auerstedt, Napoléon avait très fortement recommandé au prince électeur de Saxe d'attendre l'arrivée des Français à Dresde, sinon il se verrait contraint de le considérer comme un ennemi³⁷.

Le traitement de faveur offert à Napoléon par la duchesse Louise remit également sur le devant de la scène des considérations dynastiques. Née dans la lignée de Hesse-Darmstadt, Louise, était par sa sœur, la margravine Amalie, liée à la maison de Bade et ainsi aux Bonaparte. Napoléon avait en effet donné en mariage, le 8 avril 1806, sa fille adoptive, Stéphanie de Beauharnais, au grand-duc héritier Charles de Bade (Charles II). Alors que l'empereur et l'administration française signifiaient le 5 novembre

36 Le général Jean comte de Rapp, aide de camps de Napoléon, rapporta plus tard au sujet du séjour de Napoléon à Weimar que *la duchesse nous reçut parfaitement. Je connaissais plusieurs dames de sa suite, dont es devenue depuis ma belle-sœur. Je les calmai. Chacun reprit courage. [...] Il [Napoléon] ne croyait pas qu'on dépasserait Weimar. Il fut extrêmement satisfait. Le courage de la duchesse l'étonna. Il n'imaginait pas que cette cour osât l'attendre. Il ne l'aimait pas, il le répétait souvent*. Jean RAPP, Mémoires du général Rapp, aide de camp de Napoléon, écrits par lui-même et publiés par sa famille, Paris 1823, p. 83–84.

37 Karl von WEBER, *Zur Geschichte Sachsens während der letzten drei Monate des Jahres 1806*, Leipzig 1873 (Archiv für die Sächsische Geschichte, 11), p. 6.

1806 à l'envoyé de Weimar à Berlin, Friedrich Müller, qu'ils reconnaissent la souveraineté et l'existence politique formelle de Weimar³⁸, Napoléon, dans sa justification, mit clairement en avant le caractère dynastique et personnel de sa décision³⁹. La faveur ostensible et *ad personam* de l'empereur à l'endroit de la duchesse Louise s'inscrivait dans une série d'actes impériaux de clémence envers les femmes. Par une telle hégémonie et vertu souveraine, Napoléon rejoignait la tradition des empereurs de l'Antiquité et faisait montre, par la même occasion, d'une retenue humaine et courtoise envers les femmes⁴⁰. L'envoyé de Weimar, Müller, avait lui-même reconnu l'importance propagandiste de telles anecdotes napoléoniennes. Il espérait ainsi pouvoir améliorer les conditions de négociation de Weimar, c'est-à-dire grâce à la diffusion publique d'informations sur la relation privilégiée entre Napoléon et la duchesse Louise et, au-delà, au sein du milieu diplomatique⁴¹.

Outre cette faveur personnelle, l'appartenance à l'union de la maison de Saxe contribua au maintien de Weimar. Napoléon, lui-même, déclara dès le début que la campagne de 1806 contre la Prusse était également une guerre de libération de la Saxe⁴². L'État de Saxe-Weimar-Eisenach en tant que partie intégrante de la maison de Wettin était donc également en position pour profiter du jeu de propagande engagé par l'empereur. Dans le cadre de ces négociations avec la France, l'électorat de Saxe insista sur l'appartenance des États de la maison albertine et de Wettin. La paix fut signée entre Weimar et la France, à Poznań le 15 décembre 1806. Cet acte ne se déroula pas uniquement en accord avec les autres maisons ernestines, mais également en lien avec l'électorat de Saxe, avec lequel un accord quasiment semblable fut signé le 11 décembre⁴³. Dresde se porta dès le début, comme en témoignent les premiers essais

38 PB 2 (voir n. 27), p. 355. La condition déterminante était que le duc quitte le service prussien, ce qui fut annoncé dans le bulletin impérial du 4 novembre 1806. Voir à ce sujet: Correspondance de Napoléon I^{er}, publié par ordre de Napoléon III, t. 13, Paris 1863, p. 471 (n° 11167).

39 Au sujet de son audience auprès de l'empereur, Müller rapporta le 5 et 6 novembre à Weimar que: *Seine Majestät könnten nicht bergen, daß Höchstsie durch das Benehmen unseres Durchlauchtigsten Herzogs, besonders durch die Stellung eigener Truppen und die Übernahme eines Kommandos bei der preussischen Armee, tief verwundet und gereizt seien, sodaß Höchstdieselben die daraus abfließenden üblen Folgen für die fernere Existenz des Herzogtums Weimar zurückzuhalten sich kaum hätten entschließen können. Wenn solches dennoch geschehen sei, so habe man solches einzig und allein als einen Ausfluß der Achtung anzusehen, welche einesteils unsere Durchlauchtigste regierende Herzogin durch ihr standhaft edles Benehmen eingefloßt hätte, andernteils aber seine Majestät gegen das großherzoglich Badensche Haus und dessen Verwandtschaft, namentlich gegen die Frau Markgräfin von Baden, zu hegen geruhten*, *ibid.*, p. 351. Voir également la lettre de Napoléon à Joséphine du même jour, dans laquelle il réitère ses arguments: *Je désire cependant que cela serve de leçon au duc de Weimar [...]. Tout ce que j'ai fait pour le duc est uniquement à votre considération*. Correspondance de Napoléon I^{er} (voir n. 38), p. 484 (n° 11181).

40 Voir Bruno FOUCAUT, Les clémences de Napoléon. L'image au service du mythe, Paris 2004.

41 *Ein Zeitungsartikel über die gnädigen Bezeugungen des großen Kaisers gegen die Herzogin und Gewährung der ferneren Souveränität könnte nicht mißfallen und unsern Kredit heben*, dans: PB 2 (voir n. 27), p. 378.

42 Voir l'appel *aux peuples de la Saxe* daté du 10.10.1806, Correspondance de Napoléon I^{er} (voir n. 38), p. 334–335. [n° 10978].

43 Il n'y a que peu de nouvelles descriptions de la paix de Poznań et des pourparlers de l'automne 1806. Voir toutefois à ce sujet: Theodor SCHIEMANN, Zur Geschichte des Posener Friedens 1806, dans: Historische Zeitschrift 24 (1888), p. 34–55. Les textes de l'accord se trouvent dans: Philipp

d'accord, garante de l'intégrité des duchés de la maison ernestine et tenta au-delà d'assurer l'unité de la maison de Wettin et de l'ensemble de ses alliances⁴⁴.

Il est vrai que la conservation de l'État de Saxe-Weimar avait également des raisons très pratiques. Seul le maintien du duché de Weimar permettait de garantir pendant la guerre l'obtention rapide de contributions financières, même issues du crédit. Il en est de même pour la mobilisation de troupes plus facile à obtenir de la part d'une administration établie que d'une administration imposée par l'occupant français. La concrétisation de ces obligations militaires et financières était essentielle au maintien du duché de Weimar au sein de la Confédération du Rhin. D'une manière formelle, les États de Saxe obtinrent également dans le cadre de l'accord de Poznań leur souveraineté de droit international. Tout particulièrement pour les petits États, la Confédération du Rhin se révéla être un système abandonnant sous de nombreux aspects le contrôle de la politique extérieure à la France⁴⁵. Pratiquement, l'État de Saxe-Weimar s'était engagé à mettre des troupes à disposition pour chaque campagne de Napoléon, à entretenir les routes et à subvenir aux besoins des troupes françaises. La situation était sensiblement différente dans les États de la Confédération de Rhin situés au sud-ouest de l'Allemagne qui, comme l'État parent de Weimar, la Hesse-Darmstadt, augmenta de 70% son territoire ou de près de 300% pour l'État de Bade. Les États de Thuringe n'obtinrent donc aucune contrepartie de la France et furent ainsi regardés comme les relégués de cette révolution territoriale. Par cette élévation du rang, des États de Bade, de Hesse-Darmstadt et du Wurtemberg qui devint notamment un royaume, les dynasties régnantes se sentirent dépréciées face à ces familles autrefois de même rang. La maison de Weimar renouvela ses aspirations à des compensations et ce jusqu'en 1815.

La souveraineté interne des petits États durant la Confédération du Rhin ne resta pas non plus intacte. Formellement, l'accord de Poznań rétablit l'égalité civile entre catholiques et protestants dans les anciens pays porteurs de la Réforme, qui de fait sous plusieurs aspects n'avait jamais cessé d'exister. Dans la suite, il n'y eut que peu de cas d'ingérence de la part de la France. Néanmoins, après la guerre contre l'Autriche et l'insurrection dans le nord de l'Allemagne en 1809, l'administration française dans la région d'Erfurt, domaine réservé à l'Empereur depuis 1807, renforça la surveillance des États thurinois par le moyen d'indicateurs et de contrôles renforcés de la poste et de la presse. Au début de l'année 1809, le maréchal Davout menaça, par exemple, d'emprisonner le chancelier du territoire d'Eisenach, Damnitz, alors âgé de 63 ans, et de le faire condamner par un tribunal français. Charles-Auguste se plaignit auprès de Davout que les administrateurs d'Erfurt *trait[ai]ent ses possessions comme un pays*

Anton Guido VON MEYER, *Corpus Juris Confoederationis Germanicae*, Francfort/M. 1858, t. 1, p. 89–92.

44 *Sa Majesté l'Empereur des Français, Roi d'Italie, garantit à Son Altesse Sérénissime Electorale de Saxe et à Ses héritiers et Successeurs légitimes, l'indépendance et intégrité de Ses États sans exception quelconque, ainsi que celles des États de la branche ernestine de la Maison de Saxe, l'ordre de succession éventuelle, établi entre les deux branches albertine et ernestine, de même que tous les droits de la Maison de Saxe*, Sächsisches Hauptstaatsarchiv Dresden 10026 GK 2761/01, fol. 145r.

45 Voir Roger DUFRAISSE, *Confédération du Rhin*, dans: Jean TULARD (dir.), *Dictionnaire Napoléon*, t. 1, Paris 1999, p. 481–486; SCHROEDER, *The Transformation of European Politics* (voir n. 2), p. 291–294.

*conquis qui servit soumis à Son administration et tenue d'un Souverain légitime*⁴⁶. Afin de ne pas entrer en conflit avec l'administration française, le gouvernement de Weimar renforça son contrôle de la presse et sa propre censure du théâtre de Weimar.

IV. Prestige culturel et transfert de culture

Les pages qui suivent seront consacrées à la question de savoir dans quelle mesure Weimar a essayé d'améliorer son image publique et au-delà ses relations avec la France napoléonienne à l'aide de son capital d'intellectuels comme Goethe et Wieland ainsi que de ses nombreuses institutions scientifiques? Dans quelle mesure Weimar était-il perçu en France comme un centre intellectuel? Comme cela a déjà été précisé, les contributions financières et militaires se trouvaient au cœur des relations entre Weimar et la France et il ne restait que peu d'espace d'action entre les deux, tout du moins tant que la Russie ne s'engageait pas pour Weimar.

Après la défaite et l'occupation de 1806, le visage du duché comme centre des arts et des sciences devait être restauré, image d'une importance vitale pour la ville universitaire d'Iéna dépendante de ses étudiants étrangers. La relation avec la France restait encore précaire et nécessitait beaucoup d'améliorations. Comme le montre l'exemple d'Oldenbourg en 1810, un territoire allemand, qui comme Weimar était lié à la maison Romanov, pouvait être rayé de la carte par un simple trait de plume de Napoléon⁴⁷. Or, une position favorable de Napoléon et des politiques français vis-à-vis de Weimar était essentielle et pas seulement pour le maintien et pour des questions financières et territoriales non résolues. Le dessein territorial de Weimar se dirigeait dans un premier temps sur Erfurt et Blankenhain, précisément sur deux régions, qui se trouvaient sous administration française depuis 1806. Weimar ne pouvait pas offrir un appui militaire démesuré comme la Bavière ou le Wurtemberg, il était donc nécessaire de faire d'entrée appel à d'autres moyens. Il s'agissait avant tout pour les politiques de Weimar de restaurer l'image d'un petit État où régnait la paix, qui se consacrait en priorité au développement des arts et des sciences. Ce retour prôné aux arts et aux sciences opéra doublement. D'une part, les institutions qui, comme l'université d'Iéna, avaient pu subir des dommages pendant la guerre et être menacées de fermeture en 1806 devaient être préservées. D'autre part, l'engagement propagandiste du prestige culturel de Weimar contribua à donner publiquement une impression positive auprès des politiques français également.

Weimar mit en place cette stratégie dès le lendemain de la bataille d'Iéna. Le 15 octobre 1806 Wilhelm von Wolzogen, conseiller privé et beau-frère de Schiller, écrivit à Duroc que celui-ci *daigne regarder le Duché de Weimar comme partie intégrante de la Saxe et la Ville comme un des foyers de notre littérature*⁴⁸. Wolzogen employa ainsi à la fois les arguments de la propagande française, qui servait cette campagne de libération de la Saxe, mais également l'image du siège paisible des »muses«, cela afin d'obtenir quelque complaisance de la part du vainqueur.

46 ThHSTA Weimar H 1849, fol. 20v°.

47 Le ministre Voigt commente le 20 décembre 1810: *Auch wir haben kein Völkerrecht mehr. Es ist ausgesprochen. Wir sind res nullius quae cedunt occupanti. Das Schicksal des Hauses Oldenburg macht große Sensation*, dans: GEIGER (éd.), *Aus Alt-Weimar* (voir n. 21), p. 188.

48 Ici extrait d'Andreas FISCHER, *Goethe und Napoleon, Frauenfeld* ²1900, p. 88–89.

Les politiques de Weimar espéraient également faire usage d'une facette spécifique de l'autopromotion napoléonienne: celle de protecteur des arts et des sciences⁴⁹. Alors qu'il était encore général, au cours de la campagne d'Italie, Bonaparte avait essayé par des détournements massifs d'objets d'art, de gagner du prestige au sein de la communauté parisienne et pas seulement chez les idéologues influents⁵⁰. Son soutien global à l'art et à la science était partie intégrante d'efforts visant à compenser un certain déficit de l'Empire par rapport à l'héritage des monarchies traditionnelles et à se créer ainsi une certaine légitimité. Weimar tenta de trouver sa place dans cette idéologie civile. Les conseillers de Weimar se sentirent très certainement renforcés par la courte visite que leur rendit Vivant Denon, une ancienne connaissance italienne de Goethe, qui organisait désormais en tant que directeur du musée central des Arts les saisies d'art de Napoléon en Allemagne et qui aida les conseillers de Weimar par ses contacts avec le quartier général français⁵¹. Deux mois après la lettre de Wolzogen, l'envoyé de Weimar Friedrich von Mueller, écrivit de nouveau à Duroc durant les pourparlers de Posnań, pour plaider un traitement indulgent de l'État de Saxe-Weimar:

»Il ne saurait renoncer à la douce espérance que le Grand-Arbitre des destinés de l'Allemagne voudra bien mettre sous Sa gracieuse protection spéciale un pays jusqu'ici si paisible, dévoué entièrement au culte des arts bienfaisants de la paix et des lettres, et peut-être par-là pas indigne de la clémence d'un Monarque qui en tout temps s'est plu de couvrir de son égide bienfaisante tout ce qui tient à la culture des sciences et de l'humanité«⁵².

Cela n'était pas qu'une simple formule de rhétorique. Une partie des ministres de Weimar, tels Friedrich von Müller, et le ministre dirigeant, Christian Gottlob von Voigt, adhéraient, contrairement à leur duc, à la cause napoléonienne⁵³. Ils formulèrent de grandes espérances entre 1807 et 1808 concernant l'avenir de Saxe-Weimar au sein de la Confédération du Rhin. Voigt accepta l'interprétation de la campagne

49 À ce sujet voir Jean-Claude BONNET (éd.), *L'Empire des muses. Napoléon, les arts et les lettres*, Paris 2004; Charles COULSTON GILLISPIE, *Science and Polity in France: The Revolutionary and Napoleonic Years*, Princeton 2004.

50 Wayne HANLEY, *The Genesis of Napoleonic Propaganda 1796–1799*, New York 2005. Au sujet du détournement d'objets d'art en Allemagne, voir Bénédicte Savoy, *Patrimoine annexé. Les biens culturels saisis par la France en Allemagne autour de 1800*, Paris, Édition de la Maison des Sciences de l'Homme, 2003.

51 Friedrich VON MÜLLER, *Erinnerungen aus den Kriegszeiten 1806–1813*, Hamburg 1911, p. 4–10.

52 PB 2 (voir n. 27), p. 390 (n° 507: Müller an Duroc, 13.12.1806). D'une manière similaire, Goethe écrivit à Cotta en 1807: *Wir sind niemals politisch bedeutend gewesen. Unsre ganze Bedeutung bestand in einer gegen unsere Kräfte disproportionirten Beförderung der Künste und Wissenschaften. Von andern Seiten sind wir jetzt so wenig und weniger als sonst. So lange also der Zustand von ganz Deutschland sich nicht näher entscheidet, haben alle, besonders die kleineren Staaten, Ursache zu wünschen, daß man sie ignorire*. Johann Wolfgang VON GOETHE, *Werke*, Weimarer Ausgabe. Herausgegeben im Auftrag der Großherzogin Sophie von Sachsen, t. IV, 19, Weimar 1895, p. 428.

53 Fin novembre 1806, Voigt écrivit à Böttiger: *Seit ich (den 16. Oktober) nebst Hr. v. Wolzogen eine Audienz bei Ihm [Napoleon] hatte, war mein Zutrauen durch sein schönes Auge gehoben und ich kann es nie fallen lassen*, dans: GEIGER (éd.), *Aus Alt-Weimar* (voir n. 21), p. 110.

d'automne pour la libération de la Saxe du joug prussien, telle qu'elle était prônée par la propagande française. On devait être reconnaissant »à l'empereur Napoléon le grand⁵⁴«, Voigt écrivit ainsi à Müller en novembre 1806, »que Napoléon les avait mis à l'abri des griffes de l'aigle noir, qui, comme cela s'est toujours confirmé, n'avait pas préservé les leurs et ne les aurait pas préservé non plus«⁵⁵. Le ministre dirigeant était soulagé d'être libéré de l'hégémonie de la mal-aimée Prusse, qui représentait sur le plan de la politique scientifique une concurrence sérieuse, notamment pour l'université d'Iéna. Le politique universitaire croyait en un avenir brillant, sans la concurrence de la surpuissante Prusse. Il est cependant vrai qu'après une courte visite de Napoléon à Weimar, le diplomate français et futur envoyé de Napoléon à Kassel, Karl Friedrich Reinhard, avait mis en garde contre des espérances démesurées à l'endroit de l'empereur. D'un point de vue purement géostratégique, l'Allemagne n'était qu'une zone tampon entre la France et la Russie⁵⁶.

Les politiques comme Voigt ne se laissèrent néanmoins pas démoraliser. Voigt s'investit avant tout dans le développement de l'université d'Iéna qu'il chercha à maintenir et à renforcer en tant qu'important facteur économique et de prestige. Après que les Français eurent autorisé, malgré la guerre, une reprise rapide de l'activité de l'université, les espérances d'une certaine protection de Napoléon ne parurent pas infondées. La »Jenaische Allgemeine Literatur-Zeitung«(JALZ) s'exprimait ainsi quelques jours après la bataille d'Iéna:

»Même si par les armées de Napoléon, de temps en temps, dans le désordre de la nécessité guerrière, les »muses« sont effrayées ou chassés pour un instant, celles-ci reconnaissent peu après la personne de l'Empereur comme leur ami et elles finissent par le voir comme leur consolateur, leur nouveau tuteur et protecteur. [...] et ainsi il s'est confirmé chez nous une nouvelle fois et d'une manière très brillante que la science et l'art sont étrangers aux amitiés et hostilités politiques«⁵⁷.

54 Wörtlich: *dem Kaiser Napoléon le grand*.

55 PB 2 (voir n. 27), p. 371.

56 Otto HEUSCHELE (éd.), Goethe und Reinhard. Briefwechsel in den Jahren 1807–1832, Wiesbaden 1957, p. 31, 177. Au sujet de Reinhard, voir Jean DELINIÈRE, Karl Friedrich Reinhard. Ein deutscher Aufklärer im Dienste Frankreichs (1761–1837), Stuttgart 1989.

57 Intelligenzblatt der Jenaischen Allgemeinen Literatur-Zeitung, n° 98 (27.10. 1806), p. 804 [disponible en ligne à l'adresse: <http://zs.thulb.uni-jena.de/content/main/journals/jalz.xml>]: *Wenn auch von den Armeen Napoleons hin und wieder, im Gedränge der kriegerischen Nothwendigkeit, die Musen erschreckt oder auf einen Augenblick verscheucht werden: so erkennen diese doch bald nachher selbst in der Person des Kaisers ihren Freund, und finden in ihm ihren Tröster, ihren neuen Pfleger und Beschützer. [...] und so hat sich auch bey uns aufs neue und sehr glänzend bestätigt, daß Wissenschaft und Kunst den politischen Freundschaften und Feindschaften fremd sind*. Sur la page de titre du premier numéro de 1807, le journal présente d'une manière très optimiste le futur des universités allemandes: *Einstimmig hat man bisher die der Vorwelt unbekannte Grossmuth gepriesen, mit welcher die französischen Sieger, voll Sinnes für Cultur und Humanität, die deutschen Pflanzstädte der Kunst und Wissenschaft fast ohne Ausnahme zu schonen und zu bewahren suchten*. Intelligenzblatt der Jenaischen Allgemeinen Literatur-Zeitung, n° 1 (03.01.1807), col. 1.

Depuis la fin de l'année 1806, Voigt tentait d'utiliser la gloire de la victoire napoléonienne d'Iéna comme un avantage local en le liant à la renommée de l'université⁵⁸. Pour le public allemand, la »Jenaische Allgemeine Literatur-Zeitung« était avant tout un journal de critique scientifique. Il se trouvait ,depuis sa refondation en 1803–1804, principalement sous le contrôle de Weimar et, plus particulièrement, de Voigt qui l'utilisait comme outil de publicité pour le duché au sein de la Confédération du Rhin et pour les cours pro-français proposés à l'université d'Iéna. La »JALZ« informait dans le détail le peuple allemand instruit de la politique scientifique de Napoléon et imprimait, également en 1808, dans une version abrégée, les célèbres »Rapports à l'Empereur sur le progrès des sciences, des lettres et des arts depuis 1789«⁵⁹.

Dans son premier numéro de 1807, l'»Intelligenzblatt der Allgemeinen Literatur-Zeitung« annonça le changement de nom de la colline dite »Landgrafenberg«, près d'Iéna, en »Napoleonsberg« et imprima également un chronodistichon latin-allemand, édité par Eichstädt, glorifiant la victoire de l'empereur en octobre 1806⁶⁰. Voigt en avait auparavant déjà envoyé quelques exemplaires à Müller qui participait alors aux négociations de Varsovie avec la France, cela pour tenter d'introduire de la sagesse à la cour ou dans les quartiers de l'empereur⁶¹. Voigt vit un signe positif dans le fait que ce changement de nom a été également mentionné dans le »Moniteur«, journal officiel de l'État français, et encouragea Müller à poursuivre sa stratégie. Il envisagea même l'édification d'un monument, pour lequel l'ancien général prussien Charles-Auguste mit toutefois son veto.

Voigt croyait Iéna capable de contribuer, par son potentiel, aux nouvelles relations de la Confédération du Rhin et ainsi de promouvoir le transfert culturel franco-allemand. Il s'emporta face au ministre de Gotha, Sylvius Adler von Frankenberg, qui, dans le contexte de l'administration commune et compliquée de l'université d'Iéna, représentait les intérêts de Gotha, en vue de l'autorisation de cours magistraux sur le code Napoléon à Iéna⁶². Pour cela, il avait dès le début pensé au juriste Anton Ludwig

58 Il écrivit au journaliste Böttiger le 4 décembre 1806: *Der große Kaiser wird Jena nie anders als mit Vergnügen aussprechen können. Denn keiner seiner Siege, selbst der bei Marengo nicht, hat solche Folgen gehabt, als der recht classische bei Jena.* GEIGER (éd.), *Aus Alt-Weimar* (voir n. 21), p. 169. Voigt s'exprima de la même manière, début juin 1807, auprès du ministre de Saxe-Gotha, l'hégémonie de Napoléon se serait *doch bey Jena confirmirt worden, und man muß diesen Zufall benutzen für die Universität, so gut es möglich ist. Ich glaube, daß Jena unter allen Sächsi[schen] Academien die mehreste Hoffnung haben kann sich wieder zu heben.* ThHStA Weimar B 25063b4, fol. 7.

59 *Intelligenzblatt der Jenaischen Allgemeinen Literatur-Zeitung*, n° 13 (09.03.1808), col. 97–110; n° 15 (19.03.1808), col. 121–126; n° 19 (02.04.1808), col. 153–160; n° 25 (16.04.1808), col. 201–208. Claude BONNET et al., *Rapports à l'Empereur sur le progrès des sciences des lettres et des arts depuis 1789*, Paris 1989.

60 *Intelligenzblatt der Jenaischen Allgemeinen Literatur-Zeitung*, n° 1 (03.01.1807), col. 7–8. Cf. Gerhard MÜLLER, *Vision einer Zeitenwende. Die erste Jubiläumsfeier der Schlacht bei Jena am 7. Oktober 1808*, dans: Birgitt HELLMANN (dir.), *Jubiläen in Jena*, Weimar 2005, p. 39–66; MÜLLER, *Vom Regieren zum Gestalten* (voir n. 18), p. 545 et suiv.

61 Thüringer Universitäts- und Landesbibliothek Iéna (dans la suite du texte, abrégé par ThULB Iéna) UA En 2, 1807, fol. 4–5.

62 ThHStA Weimar B 25063b4, fol. 7–8.

Seidensticker, ce dernier ayant quelques jours auparavant fait publier une recension complète du code Napoléon dans la »JALZ«⁶³.

Le code Napoléon avait de son point de vue traduit en termes de droit d'importants acquis de la Révolution, tels que la liberté des personnes et des biens, l'égalité des droits en passant par la pratique d'une économie libre. Dans les États de la Confédération du Rhin, où il avait été introduit en octobre 1807 sur la recommandation de Napoléon, il avait eu pour conséquence la suppression de relations sociétales à caractère féodal⁶⁴. Seidensticker commença sa recension en exprimant une admiration non feinte pour Napoléon: »Si l'Allemagne a vu le grand empereur comme un héros au sein de son peuple, elle a maintenant l'occasion de faire sa connaissance comme législateur en appliquant son Code«⁶⁵. Le professeur d'Iéna insista sur les conséquences politiques du code Napoléon en affirmant que ce dernier servait deux principes modernes, celui de la richesse nationale à l'intérieur et celui de la violence à l'extérieur⁶⁶.

Seidensticker prit également en compte les suggestions de Voigt et proposa au cours de l'hiver 1807–1808 une série de cours magistraux autour du code Napoléon⁶⁷. De cette manière, Iéna devait devenir attractif aussi bien pour les nouveaux États de Westphalie et de Berg que pour les départements germanophones de l'Empire. Voigt désira faire rapidement connaître cet État de fait dans la capitale française en envoyant à Paris, via l'envoyé Müller, au début du mois de septembre 1807, quelques programmes des cours donnés à l'université d'Iéna⁶⁸.

Les curateurs ducaux de l'université firent, dans un écrit officiel daté de 1808, l'éloge du fait que la nouvelle législation française fut devenue l'objet d'une importance toute particulière et invitèrent à continuer les enseignements sur ce thème⁶⁹. Par cette importante introduction au code Napoléon, Seidensticker fit en sorte qu'Iéna devienne un des premiers centres de réception du code civil en Allemagne⁷⁰ – une évolution du profil de Weimar qui fut également reprise dans les pages du »Moniteur«⁷¹.

63 Anton Ludwig SEIDENSTICKER, [Recension du code Napoléon], dans: Jenaische Allgemeine Literatur-Zeitung, n° 3 (03.01.1807)–n° 8 (09.01.1807): n° 3, 3 janvier 1807, col. 17–24; n° 4, 5 janvier 1807, col. 25–32; n° 5, 6 janvier 1807, col. 33–40; n° 6, 7 janvier 1807, col. 41–48; n° 7, 8 janvier 1807, col. 49–56; n° 8, 9 janvier 1807, col. 57–64.

64 Voir Elisabeth FEHRENBACH, *Traditionale Gesellschaft und revolutionäres Recht. Die Einführung des Code Napoléon in den Rheinbundstaaten*, Göttingen 1974; Werner SCHUBERT, *Französisches Recht in Deutschland zu Beginn des 19. Jahrhunderts*, Köln 1977.

65 SEIDENSTICKER, [Recension du Code Napoléon] (voir n. 63): *Wenn Deutschland den großen Kaiser als Helden in seiner Mitte gesehen hat, so hat es Gelegenheit ihn aus seinem Code als Gesetzgeber kennen zu lernen.*

66 Ibid., p. 20.

67 MÜLLER, *Vom Regieren zum Gestalten* (voir n. 18), p. 547–548.

68 PB 2 (voir n. 27), p. 564 (n° 687).

69 Intelligenzblatt der Jenaischen Allgemeinen Literatur-Zeitung, n° 1 (02.01.1809), p. 6.

70 Anton Ludwig SEIDENSTICKER, *Einleitung in den Codex Napoleon*, Tübingen 1808. Voir la recension de cet ouvrage dans: Jenaische Allgemeine Literatur-Zeitung, n° 28 (03.02.1809), col. 217–224; n° 29 (04.02.1809), col. 225–229.

71 *Moniteur*, n° 361 (26.12.1808), p. 1421: *La faculté de jurisprudence de cette Académie [Iéna] commence à se distinguer.*

Dans la pratique, les choses furent quelque peu différentes, le gouvernement de Weimar, Voigt compris, exprimant une opposition massive à toute tentative d'introduction du code civil français. On craignait trop les difficultés et la rupture radicale que cela provoquerait dans la société mais également dans les relations avec les autres États de la maison ernestine. La position des conseillers de Weimar fut également soutenue par Seidensticker lui-même, ce dernier expliquant qu'il ne serait pas judicieux d'appliquer le code Napoléon tel qu'il était et dans son ensemble sans l'avoir, au préalable, autant que possible accommodé à la constitution des États allemands⁷².

L'université d'Iéna était sollicitée par le gouvernement de Weimar quand il s'agissait d'honorer des politiques français, notamment par le titre de docteur *honoris causa*⁷³. Ainsi, par exemple, Jean-Baptiste Louis Lemarquand, commissaire français en poste à Erfurt, fut à l'initiative de Charles-Auguste honoré en février 1807 par la faculté de philosophie d'un titre de docteur et nommé membre d'honneur de la Societas Latina d'Iéna⁷⁴. Il s'était illustré à Weimar en 1807 par son engagement auprès de l'administration française. Voigt ira même jusqu'à obtenir, avec le consentement du duc, la nomination comme président d'honneur de la Societas Latina de l'intendant général et secrétaire d'État de Napoléon, Pierre-Antoine Daru (1767–1829)⁷⁵. Il n'est pas besoin d'insister sur le fait que ce n'est pas sa traduction opportune d'Horace qui qualifia en priorité le français, financier de l'armée, pour cette nomination⁷⁶.

Dans quelle mesure les efforts de Weimar étaient-ils judicieux? Y a-t-il eu une quelconque réaction aux actions du centre des »muses« de Weimar? De fait, Mme de Staël, l'une des plus célèbres et talentueuses écrivaines en faveur de Weimar, contribua à cette stratégie auprès du public français. Elle avait, en compagnie de Benjamin Constant, visité Weimar en 1803–1804, où elle avait été reçue à la cour avec les plus grands égards⁷⁷. Alors qu'elle séjournait de nouveau en Allemagne et à Weimar en

72 SEIDENSTICKER, [Recension du Code Napoléon] (voir n. 63), p.21: *so wie er da ist, und ohne ihn vorher mit der Verfassung der deutschen Staaten in Übereinstimmung zu bringen, im Ganzen zu recipieren.*

73 Volker WAHL, Französische Ehrendoktoren der Universität Jena aus dem Gefolge Napoleon Bonapartes, dans: *Mitteldeutsches Jahrbuch für Kultur und Geschichte* 1 (1994), p. 95–105.

74 ThULB Iéna, UA En 2, 1811, fol. 10–11; *Intelligenzblatt der Jenaischen Allgemeinen Literatur-Zeitung*, n° 10 (27.02. 1808), p. 73.

75 Au sujet de la présidence de Darus, voir la correspondance entre Voigt et Eichstädt: ThULB Iéna UA En 2, 1811, fol. 16 u. 18. Dès fin avril 1811, Voigt se vit confirmé dans son choix, ce après une modification du cabinet qui vit le remplacement de Maret par Daru en tant que ministre secrétaire d'État: *Dieser wird also auf einmal ein sehr bedeutender Mann, der ohne Zweifel einmal selbst Minister werden kann. Seine politische Wichtigkeit ist, besonders für das Ausland, bedeutender, als die des Montalivet.* Ibid., fol. 63v; au sujet de Daru, se référer également à Bernard BERGEROT, Daru, dans: TULARD (dir.), *Dictionnaire Napoléon* (voir n. 45), p. 610–611.

76 Voigt fit remarquer à Müller dès janvier 1807, lors des négociations au sujet de la contribution de Weimar, quelques bons exemples »pro misericordia« extraits de la traduction d'Horace réalisée par Daru, PB 2 (voir n. 27), p. 425.

77 Au sujet du séjour à Weimar de Mme de Staël, voir Alfred GÖTZE, *Ein fremder Gast. Frau von Staël in Deutschland 1803/04. Nach Briefen und Dokumenten*, Jena 1928; Gerhard R. KAISER, Olaf MÜLLER (dir.), *Germaine de Staël und ihr erstes deutsches Publikum. Literaturpolitik und Kulturtransfer um 1800*, Heidelberg 2008.

1808, Napoléon exigea des rapports précis, de la part de ses agents à Weimar, au sujet de ses séjours⁷⁸. Dans son texte récusé »De l'Allemagne«, daté de 1810, mais qui circula toutefois en Allemagne par l'entremise de diplomates comme Karl Friedrich Reinhard, Mme de Staël donna de Weimar l'image d'une capitale de la littérature allemande et d'Iéna celle du centre de la philosophie et des sciences allemandes⁷⁹. Son éloge de la culture pacifique des »muses« était très clairement empreint d'une pointe d'ironie, et était dirigée, selon les termes de Benjamin Constant, contre l'esprit militaire de la conquête. Néanmoins, considérant la publication tardive de »De l'Allemagne« (1813) ainsi que la relation tendue qu'elle entretenait avec Napoléon, il est difficilement imaginable que son intérêt pour Weimar et ses environs ait pu nourrir une quelconque image positive de Weimar auprès de Napoléon.

Mme de Staël n'était, bien évidemment, pas la seule et non plus pas la première à avoir porté l'attention de la France sur Weimar⁸⁰. Déjà en 1798, paraissait dans le »Moniteur« un article complet, bien que loin d'être exempt d'erreurs, au sujet du duché de Saxe-Weimar et de sa dynastie. L'article présentait les images d'une cour des »muses« et d'un centre des génies qui furent plus tard également mises en avant par Germaine de Staël: la petite ville de résidence de Weimar, que l'auteur estimait à 900 habitations et 5000 habitants, *réuni[ssait] un grand nombre d'esprits les plus cultivés et des savants les plus renommés de l'Allemagne*⁸¹. La duchesse mère avait au cours de son règne rassemblé nombre de génies autour d'elle. Le duc éduqué selon ses principes avait suivi son modèle *et [avait] rassemblé une cour des personnes les plus instruites. Le titre de protecteur des sciences flatta sa vanité plus qu'aucun autre*. Le duc était un diplomate habile comme il le montra durant les pourparlers du *Fürstenbund*. *Il [avait] la passion du régner lui-même; et le pouvoir en se concentrant ainsi dans ces mains, ressemble quelquefois au despotisme, et, pour ce faire, il laissa dans différentes parties de son territoire la liberté la plus illimitée de la presse*. Cette image de Weimar comme l'un des centres intellectuels de l'Allemagne continua, à l'époque de la Confédération du Rhin, à être mise en avant par le »Moniteur«, alors sous le contrôle personnel d'Hugues-Bernard Maret et de Napoléon⁸².

78 Correspondance retrouvée de Napoléon I^{er}, Paris, 2004, p. 650 (à M. de Champagny, 28.06.1808). Mme de Staël arriva avec Sismondi à Weimar le 10 juin 1808, où elle fut tout de suite introduite à la cour. Elle y resta jusqu'au 19 juin et eut l'occasion, à plusieurs reprises, de déjeuner à la table du duc.

79 Germaine DE STAËL-HOLSTEIN, Œuvres complètes, t. 10, 1: De l'Allemagne, Paris 1820, p. 138–139: *De toutes les principautés de l'Allemagne, il n'en est point qui fasse mieux sentir que Weimar les avantages d'un petit pays, quand son chef est un homme de beaucoup d'esprit [...] c'est son esprit [du duc Charles-Auguste] et celui de sa mère [Anna Amalia] qui ont attiré les hommes de lettres les plus distingués à Weimar. L'Allemagne, pour la première fois eut une capitale littéraire; Ibid., p. 140–141: Dans la même principauté, à côté de la première réunion littéraire de l'Allemagne se trouvait Iéna, l'un des foyers des sciences le plus remarquables. Un espace bien resserré rassembloit ainsi d'étonnantes lumières en tout genre.*

80 Voir Olaf MÜLLER, Kultur statt Politik – Kultur als Politik. Weimar im Blick französischer Reisender vor und nach Mme de Staël (Villoison, Mounier, Jordan, Cousin), dans: KAISER, MÜLLER (dir.), Germaine de Staël und ihr erstes deutsches Publikum (voir n. 77), p. 99–114.

81 Moniteur, n° 305, (5 Thermidor 1798), p. 1221.

82 Moniteur, n° 236, 23.08.1808, p. 929: *Berlin, Leipsick, Weymar, et depuis quelque tems Vienne, sont les quatre villes d'où partent les jugements littéraires, souvent les plus opposés. Dans l'empire des sciences le quatre universités de Gottingue, de Leipsick, de Jéna et de Halle, forment quatre parties, dont les opinions très divergentes dirigent autant de journaux.*

La lecture des instructions de l'envoyé français, le baron Auguste de Saint-Aignan, auprès des maisons duciales de Saxe montre bien l'impact de cette image au sein des élites diplomatiques françaises⁸³. Avec lui, un envoyé français établit pour la première fois son domicile à Weimar, ce qui, d'une certaine manière, montre dans quelle mesure un petit État en relation avec la famille Romanov devenait intéressant dans la perspective de la confrontation franco-russe en gestation. Dans ses instructions, le baron avait été préparé aux caractéristiques les plus importantes de lieu d'affectation: l'histoire de la maison ernestine, l'appartenance à la Confédération du Rhin, le lien dynastique avec la famille Romanov et le caractère du duc Charles-Auguste. Le texte n'oublie pas non plus d'instruire Saint-Aignan de l'importance intellectuelle de Weimar:

La ville de Weimar est le centre de réunion d'un grand nombre de littérateurs célèbres dont les écrits lus dans toute l'Allemagne avaient une grande influence sur l'opinion publique; et comme ils mêlent souvent des questions politiques à des traités des simples littératures, Mr. Le Baron de St. Aignan devra se savoir informer de tous les ouvrages qui paraîtront⁸⁴.

Le rôle d'espion littéraire faisait donc également partie des missions de Saint-Aignan. D'une façon très intéressante, Saint-Aignan put mesurer à quel point quelques années auparavant Mme de Staël avait marqué les Allemands de manière passive, à la fois par son attitude apolitique et par son goût pour les spéculations métaphysiques⁸⁵. Dans un calcul de pouvoir cynique, telle en est la conclusion implicite à tirer, l'orientation vers les arts et les sciences servit de dérivatif et fut un moyen subtil de domination des Allemands.

Le congrès des princes d'Erfurt à l'automne 1808 représenta une chance pour Weimar de gagner les faveurs de Napoléon⁸⁶. En tant que lieu de manifestations touchant à la ville d'Erfurt où avait lieu le congrès, Weimar sut aussi bien attirer l'attention du public que des élites politiques françaises. La mise en valeur répétée de Weimar depuis son entrée dans la Confédération du Rhin fut d'autant plus évidente, dès le début septembre quand Napoléon exprima au général Armand de Coulaincourt ses regrets de ne pas avoir organisé le congrès à Weimar: *le château est superbe, et on y aurait été mieux*⁸⁷. Le 6 et le 7 octobre les empereurs de Russie et de France entourés de reines,

83 Hans TÜMMLER, Weimar am Vorabend der Befreiungskriege. Aus den Berichten des französischen Gesandten Baron von Saint-Aignan 1812/13, dans: Id., Das klassische Weimar und das große Zeitgeschehen. Historische Studien, Köln 1975 (Mitteldeutsche Forschungen, 78), p. 91–122.

84 ANDREAS, TÜMMLER (éd.), Politischer Briefwechsel des Herzogs Carl August von Weimar (voir n. 27), t. 3, p. 141 et suiv. (n° 103), ici p. 142 (dans la suite du texte, abrégé par PB 3).

85 »Les Allemands sont une nation douce, apathique et religieuse. Si on les laisse s'occuper de métaphysique, de dissensions littéraires, d'idées mystiques, de franc-maçonnerie et de magnétisme, cela leur suffit«, *ibid.*, p. 157 (Saint-Aignan à Maret, 03.08.1812).

86 Au sujet du congrès d'Erfurt, se référer à Thierry LENTZ, Nouvelle histoire du Premier Empire, t. 1: Napoléon et la conquête de l'Europe 1804–1810, Paris 2002, p. 414–417; Serge TATISTCHEFF, Alexandre I^{er} et Napoléon d'après leur correspondance inédite 1801–1812, Paris 1891, p. 442–459.

87 Correspondance retrouvée de Napoléon I^{er} (voir n. 78), p. 695, datée du 07.09.1808: *Quelque*

princes et diplomates visitèrent le duché de Saxe-Weimar⁸⁸. La presse rapporta minutieusement la visite, souvent sous la plume de représentants de Weimar, il fut question de la chasse sur l'Ettersberg, du bivouac organisé en partie par Goethe sur le champ de bataille d'Iéna, de la soirée théâtrale donnée par la Comédie-Française à Weimar ainsi que du bal qui s'était tenu dans le château illuminé et au cours duquel Napoléon se serait entretenu abondamment avec Wieland. L'»Intelligenzblatt der Allgemeinen Literatur-Zeitung« mit ainsi en avant, dans le style typique d'un panégyrique princier, le fait que Weimar et Iéna avaient été magnifiées par la communauté des monarques et des princes⁸⁹.

Pour Napoléon, l'initiative de la visite des parents de la famille Romanov faisait partie intégrante de sa campagne diplomatique pour gagner l'appui d'Alexandre I^{er}. Pour le gouvernement de Weimar, la célébration de la gloire française sous la forme d'un temple de bois conçu par Goethe et l'université, disposé sur le champ de bataille d'Iéna, ainsi que la mobilisation des cuisines et des génies à Weimar, n'étaient que des instruments afin d'élever son propre prestige et de susciter de bonnes prédispositions à des ambitions territoriales. Les entretiens entre Napoléon, Goethe et Wieland à Erfurt et à Weimar, pour lesquels Charles-Auguste s'était particulièrement engagé⁹⁰, ainsi que la remise de l'ordre de la Légion d'honneur aux deux poètes ont été exagérément repris dans la presse comme expression de la valeur accordée par Napoléon aux arts et aux sciences⁹¹. Cela servit très certainement aussi à contrecarrer des voix discordantes et une atmosphère antinapoléonienne qui se développaient notamment dans le Nord de l'Allemagne. Ceci s'accorde avec le fait que Napoléon gratifia l'université d'Iéna, qui avait été visitée par les deux empereurs le 7 octobre, d'un domaine au sein de la seigneurie française de Blankenhain. Les désirs d'agrandissement du territoire du duché ne furent pas, quant à eux, exaucés⁹². La non-mobilisation dans un premier temps des troupes de Weimar pour la guerre d'Espagne ne fut qu'une faible consolation.

chose qu'on fasse, je crains qu'on soit mal à Erfurt. Peut-être aurait-on bien fait de préférer Weimar [...] Je me souviens pas des raisons qui ont fait donner la préférence à Erfurt. Si c'était à cause de moi, je serais aussi bien à Weimar.

88 Voir MÜLLER, *Vision einer Zeitenwende* (voir n. 60), p. 39–66; Louis-Constant WAIRY, *Mémoires de Constant, premier valet de chambre de l'Empereur sur la vie privée de Napoléon, sa famille et sa cour*, t. 4, Paris 1830, p. 78–83.

89 *Intelligenzblatt der Jenaischen Allgemeinen Literatur-Zeitung*, n° 1 (02.01.1808), p. 1.

90 FISCHER, *Goethe und Napoleon* (voir n. 48), p. 97 et suiv; Gonthier-Louis FINK, *Goethe und Napoleon, Goethe-Jahrbuch 107* (1990), p. 85–86; Hans TÜMMLER, *Goethes »Unterredung mit Napoleon« im Rahmen der weimarischen Politik auf dem Erfurter Fürstenkongress von 1808*, dans: ID. *Das klassische Weimar* (voir n. 83), p. 61–90.

91 *Intelligenzblatt der Jenaischen Allgemeinen Literatur-Zeitung*, n° 1 (02.01.1808), p. 2: *Wir bemerken bloß noch, daß die kaiserlichen Beschützer der Künste und Wissenschaften ihr Wohlgefallen an dem kunstliebenden Weimar unter anderem auch dadurch an den Tag legten, daß sie mehrere der dortigen Gelehrten und auf andere Weise auszeichneten.*

92 Même si le 4 octobre Napoléon pouvait avoir envisager de céder quelques enclaves, comme probablement Blankenheim, aux États de Saxe-Erfurt, Weimar et Gotha, il n'y eut pas de suite en raison du manque d'engagement de la Russie pour ses parents germaniques. Voir *Correspondance de Napoléon I^{er}*, t. 15, (voir n. 38), p. 537 (n° 14362).

V. 1813: entre Empire et coalition

Les éléments et les structures de la politique extérieure du petit État de Saxe-Weimar peuvent être également présentés et déclinés au regard des événements de l'année 1813, décisive dans l'histoire entre Napoléon et l'Europe. Au cours de l'année 1813, le duché, comme d'autres petits États allemands, se trouvèrent de plus en plus entre les deux fronts. Le risque était important, pouvant venir d'un côté ou de l'autre et était susceptible de conduire rapidement à la dissolution de l'un ou l'autre de ces petits États. Bien que la maison dirigeante et le duc nourrissent des sympathies pour la Prusse et la Russie, le gouvernement continua de remplir ses obligations de membre de la Confédération du Rhin en envoyant un nouveau contingent et en subvenant aux besoins de l'armée napoléonienne. Au regard du manque de succès marquant des alliés, un changement de parti était risqué, d'autant que ces derniers n'étaient pas clairement prêts à respecter l'indépendance des petits princes. D'un autre côté, l'administration du baron Charles-Henri de Stein (1757–1831) fonctionnait sur le modèle français d'une utilisation sans égards des ressources des principautés et duchés allemands.

Le ministre dirigeant de Weimar, Voigt, continuait de croire à la bonne étoile de Napoléon et récusait comme une mesure révolutionnaire l'armement du peuple en Prusse. L'envoyé français Saint-Aignan rapportait quant à lui à Maret, dans les moindres détails, l'attitude anti-française prétendue ou non du duc et, attendait de Napoléon un jugement sévère à l'encontre des positions des plus ambiguës prises par le duché. Il proposa tout de même dans ce cas que Maret puisse *bien considérer que les Duchés de Saxe ont des titres particuliers à la protection de S. M., que la plupart des hommes célèbres qui ont illustré et illustrent encore les sciences et les arts en Allemagne ont vécu à Weimar et à Gotha et que ces deux petites villes ont conservé, même encore, une considération et une influence qui est au-dessus de leur importance sous d'autres rapports*⁹³.

Napoléon avait apparemment d'autres plans. Il avait besoin de Charles-Auguste à Prague, comme intermédiaire et moyen de pression entre les fronts, auprès du roi Frédéric-Auguste de Saxe encore indécis⁹⁴. Pendant son séjour à Weimar, le 28 avril 1813, l'empereur fut des plus avenants envers Charles-Auguste et le pria de rédiger une lettre dans laquelle il invitait le roi de Saxe à se placer sous la protection de Napoléon et que, dans le cas contraire, il risquerait des sanctions françaises à la mesure de son refus d'obtempérer. En plus des victoires napoléoniennes de Lützen et de Bautzen, cette invitation était importante pour le roi afin de se libérer de la protection autrichienne au profit de Dresde et ainsi de s'acheminer vers une entente avec Napoléon⁹⁵. Le duc avait certes personnellement impressionné Napoléon lors de

93 PB 3 (voir n. 84), p. 175 (lettre de Saint-Aignan à Maret, 13.04.1813). Goethe lui-même laissait supposer à Reinhard, en juin 1811, que «la France fermerait certainement un œil et laisserait notre petite localité en paix». Voir HEUSCHELE (dir.), Goethe und Reinhard (voir n. 56), p. 160.

94 André BONNEFONS, Un allié de Napoléon. Frédéric-Auguste premier roi de Saxe et grand-duc de Varsovie (1763–1827). D'après les Archives du ministère des Affaires étrangères et du Royaume de Saxe, Paris 1902.

95 MÜLLER, Erinnerungen aus den Kriegszeiten (voir n. 51), p. 174.

longs entretiens, sans pour autant pouvoir le gagner à sa cause. Face à l'envoyé Saint-Aignan, Charles-Auguste qualifia ouvertement la politique de Napoléon d'inapplicable: *il entraîne des guerres interminables et la ruine de l'Europe*⁹⁶. Dans des récits ultérieurs de cette rencontre, Charles-Auguste réitérera son opinion selon laquelle Napoléon était quelqu'un qui se sentait mieux dans la conduite de guerres que dans la paix⁹⁷. Paul W. Schroeder ne dit rien d'autre aujourd'hui quand il explique les nombreux rejets de bonnes conditions de paix par l'incapacité structurelle de Napoléon de faire la paix⁹⁸.

Au cours de ce même entretien, Saint-Aignan et Charles-Auguste en étaient également venus à discuter la possibilité que le duc de Weimar devienne roi de Saxe à la place de Friedrich August, ce qui corrigerait les résultats de la guerre de Schmalkalden de 1546–1547, au terme de laquelle la maison ernestine avait perdu l'électorat au profit des albertins. Charles-Auguste avait certes repoussé cette idée, tout en étant en contact avec des groupes en Saxe, qui ne se seraient pas opposés à une relève du roi qui, de plus, ne possédait pas de descendants directs. La peur d'une réaction de la branche ernestine prit une tournure hystérique à la cour de Saxe en mars 1813⁹⁹. Déjà en 1791, Weimar s'était dévoilé à Berlin, afin de s'assurer la succession de l'électorat de Saxe, en considération de l'absence de descendant mâle à Dresde¹⁰⁰. Ce thème resta très actuel après l'arrestation de Frédéric-Auguste par les alliés en 1813 et au cours des négociations de Vienne¹⁰¹. Les patriotes saxons espéraient beaucoup du très respecté Charles-Auguste. Il devait en tant que roi à la place du très compromis ami de Napoléon, Frédéric-Auguste, protéger l'unité de la Saxe face aux ambitions d'annexion de la Prusse. De plus, contrairement au catholique Frédéric-Auguste, Charles-Auguste était protestant comme une grande partie des populations de la Saxe. Maret fut informé dès le 3 avril 1813 des ambitions de la Saxe, par Saint-Aignan qui fit également entrer en jeu la question de la religion¹⁰².

Du côté des alliés, le comte de Stackelberg fit précisément le même jour un rapport au diplomate Charles Robert de Nesselrode (1780–1862) au sujet des appréhensions de la Saxe, Charles-Auguste aurait influencé la déclaration cinglante du général russe Wittgenstein à la Saxe. Dans sa froide conclusion, Stackelberg affirma que *ces craintes de rivalité de la branche ernestine sont bien certainement l'un de nos meilleurs moyens de négociation avec la maison régnante dans la Saxe royale*¹⁰³. La Saxe-Weimar et son duc avec ses relations russes devait servir de moyen de pression envers la grande Saxe, afin de la forcer à rejoindre les rangs des alliés. De plus, il était devenu évident que la Saxe avec ses nombreuses fortifications aurait une importance stratégique comme

96 PB 3 (voir n. 84), p. 179 (lettre de Saint-Aignan à Maret, 30.04.1813).

97 Ibid., (voir n. 84), p. 181.

98 SCHROEDER, *The Transformation of European Politics* (voir n. 2), p. 469.

99 HERMANN VON PETERSDORFF, *General Johann Adolf Freiherr von Thielmann. Ein Charakterbild aus der napoleonischen Zeit*, Leipzig 1894, p. 146–147.

100 Fritz TRÖBS, *Die weimarische Erbfolgepolitik in der Zeit Carl Augusts*, dans: *Zeitschrift des Vereins für Thüringische Geschichte. Neue Folge*, 29 (1931), p. 356–415.

101 Concernant les démêlés au sujet de la Saxe, voir Walter KOHLSCHMIDT, *Die sächsische Frage auf dem Wiener Kongreß und die sächsische Diplomatie dieser Zeit*, Dresde 1930.

102 PB 3 (voir n. 84), p. 165 (lettre de Saint-Aignan à Maret, 03.04.1813).

103 *Vneshnaia politika Rossii*, Ser.1, t. 7, Moscou 1970, p. 127 (n° 53).

territoire de rassemblement pour la campagne à venir. Napoléon fut semble-t-il informé des appréhensions de la Saxe et devança ainsi les alliés avec son initiative de fin avril utilisant ainsi Charles-Auguste pour ses desseins.

L'importance, certes subjective, mais de plus en plus grande de la Saxe-Weimar se manifesta également lors d'une initiative diplomatique de juillet 1813. Dans la situation d'une éventuelle égalité de forces transitoire entre Napoléon et les alliés, on espérait une trêve à Weimar, qui certes fragiliserait la position de la France mais ne changerait fondamentalement pas grand-chose. Pour une nouvelle réorganisation du nord de l'Allemagne, le ministre de Weimar Fritsch proposa à Maret la création d'un grand-duché de Thuringe sous la direction de Weimar. À l'image de l'unité réalisée par Napoléon dans le Sud de l'Allemagne serait également concrétisé dans le Nord, un rassemblement des forces politiques des États de Thuringe jusqu'ici éparpillées. Ce qui aurait pour conséquence immédiate une meilleure et plus facile organisation des contingents et autres contributions militaires pour la France. L'élévation du rang de la dynastie de Weimar serait par la même occasion justifiée par son ancienneté et les contributions culturelles et politiques de ses princes. Ils auraient en effet gagné une place à côté des *Medicis en employant noblement ses ressources pour embellir les arts et les lettres, en favorisant les sciences, en donnant un asile aux grands hommes de la nation*¹⁰⁴. Une dernière fois, on misait à nouveau et sans succès sur le prestige culturel.

Même au cours du congrès de Vienne, une nouvelle organisation la Thuringe dans le sens d'une centralisation ne put être réalisée. La Prusse obtint Erfurt de la France et ainsi restaura son ancienne position hégémonique. La dynastie de Weimar n'obtint ni la souveraineté sur la Thuringe comme demandé à de nombreuses reprises et encore moins la succession à Dresde. Weimar fut néanmoins le seul État parmi la dynastie ernestine à obtenir le titre de grand-duché et avec la région de Neustadt une augmentation de sa superficie à partir des territoires de Saxe disponibles et jusqu'ici administrés par la Prusse. Ainsi prit fin l'époque française dans l'histoire politique des petits États allemands. L'État de Saxe-Weimar s'était débarrassé de l'hégémonie française et devait désormais s'arranger avec de nouvelles et d'anciennes puissances, et tout particulièrement la Prusse. Weimar ne prit ainsi pas part à la révolution territoriale provoquée en Allemagne par la France.

En conscience de son champ d'action réduit, le diplomate envoyé de Weimar lors du congrès de Vienne fin mars 1815, le baron de Gersdorff, s'empara de la situation du petit État en considération du passé et en regardant vers l'avenir. Le nouvel homme fort de l'administration de Weimar qui, en tant que ministre national libéral, allait jouer un rôle important dans la formulation de la constitution de Weimar de 1816, défendit ainsi son rattachement à la politique prussienne et son engagement pour une grande unité nationale:

»Un État qui possède l'étendue insignifiante de Weimar et qui est situé aux portes d'une monarchie importante ne se distingue naturellement d'une prin-

104 PB 3 (voir n. 84), p. 196 (n° 163). Cette note renvoie aux pensées de Carl Wilhelm von Fritsch, ThHStA Weimar D 391, fol. 152r. Le fonctionnaire français, Claude Philibert de Mounier, avait recommandé le 7 juillet 1813 aux politiques de Weimar de rédiger un tel mémoire dans la perspective de pourparlers de paix. Ibid., fol. 124.

cipauté médiata que par la règle d'après laquelle il est coutumier et légitime d'être traité par des cours puissantes et par la liberté qui lui est accordé à l'intérieur. [...] La sécurité des États inférieurs, en Allemagne comme ailleurs, soit repose sur l'établissement d'un vrai Empire allemand durable en soi et, par conséquent, construit selon les exigences d'un bon organisme politique, soit se fonde sur la coexistence de plusieurs États puissants en Allemagne dont la jalousie politique assure la persistance des duchés et des principautés qui sont interposés. Maintenant, si je ne me trompe pas, nous nous retrouvons dans ce dernier cas. La confédération germanique, qui sera peut-être fondée, donnera le jour à [...] une chose intermédiaire [...]. Une telle constitution est, malgré tout, bienvenue; en effet, elle accorde toujours quelque protection, augmente la puissance des États inférieurs et renforce, sur le plan moral, l'importance des États inférieurs quant à l'opinion publique, quant à la loi et quant à cette chose sur laquelle la puissance des États inférieurs peut uniquement être fondée, puisqu'elle renforce leur importance sur le plan moral¹⁰⁵.

Gersdorff avait de la sorte cerné les chances de survie dans le système viennois et dans la future confédération allemande. Celles-ci étaient en phase avec l'époque guerrière de la Révolution française et avec l'époque napoléonienne, ce qui n'était pas si mal, tant que les relations étatiques en Allemagne restaient réglées par la souveraineté de régimes d'États indépendants, orientés vers l'extérieur, et autres processus issus d'États confédérés.

105 PB 3 (voir n. 84), p. 293–294 (n° 293): *Ein Staat von der geringen Ausdehnung des weimarischen und von seiner Lage an den Pforten einer bedeutenden Monarchie vermag [...] sich überhaupt und nach Natur der Sache von einem Mediat-Fürstentum nur durch die Form, nach welcher es hergebracht und Rechtens ist, daß er von mächtigen Höfen behandelt werde, und durch ihm belassene Freiheit im Innern zu unterscheiden [...] Die Sicherheit der kleineren Staaten beruht in Deutschland sowie überhaupt entweder auf Begründung eines wahren, in sich selbst haltbaren, somit nach allen wesentlichen Erfordernissen eines guten politischen Organismus erbauten deutschen Reiches [...] oder sie gründet sich auf die Koexistenz von mehreren mächtigen Staaten in Deutschland, deren politische Eifersucht das Prinzip der Fortdauer der kleineren zwischen ihnen gelegenen Herzogtümer und Fürstentümer bildet. Jetzt, wenn ich nicht irre, sind wir in diesem letzten Fall. Der deutsche Bund, welcher vielleicht noch zustande kommen wird, wird ein Mittleres [...] zur Erscheinung bringen [...]. Doch auch diese Verfassung sei uns willkommen, immer gibt sie einigen Schutz, immer ist sie ein Zuwachs an Macht für die kleineren Staaten, weil sie moralisch, in der Meinung, in gesetzlichen Formen, in dem, worin überhaupt, wenn die kleineren Staaten einige Macht haben, dieselbe einzig beruhen kann, weil sie moralisch die Bedeutung derselben verstärkt.*